



CREDIT-TEMPS, HEURES SUPPLEMENTAIRES

FO Justice dénonce des pratiques illégales et des pressions inacceptables

COMMUNIQUÉ :

FO Justice – le 05 février 2026

Suite aux faits déjà dénoncés lors de l'épisode « **des lutins de Noël** », **FO Justice** rappelle avec fermeté qu'il est **strictement interdit** et **inadmissible** de confondre crédit-temps et heures supplémentaires.

Toute heure effectuée en-dehors des horaires d'ouverture de service, à la demande explicite d'un supérieur hiérarchique, constitue une heure supplémentaire. Ces heures ne relèvent en aucun cas du crédit-temps et doivent être reconnues, déclarées et compensées conformément à la réglementation en vigueur. **Toute autre pratique est illégale !**

INTERDICTION D'IMPOSER DES MISSIONS HORS FICHE DE POSTE

Il est **inadmissible** d'obliger un agent à participer à des événements ne relevant ni de ses missions administratives, ni de ses missions juridiques, tout en prétendant comptabiliser ces heures en crédit-temps, sachant que ce dispositif est écrêté au-delà de 12 heures.

Cette pratique revient ni plus ni moins à **imposer du bénévolat, du travail gratuit**, et constitue une **atteinte grave aux droits** des agents.

Aucune mission hors fiche de poste ne peut être imposée. **Le volontariat ne peut être ni contraint, ni détourné, ni déguisé en obligation.**

PRESSIONS, INTIMIDATIONS ET MENACES : INACCEPTABLE

FO Justice condamne fermement toute forme de pression, d'intimidation ou de menace visant des personnels refusant ces pratiques.

Ces agissements sont **graves, inacceptables** et **susceptibles de relever de fautes disciplinaires**. **FO Justice** ne laissera passer aucune dérive.

ACCOMPAGNEMENT DES AGENTS

Tout agent confronté à ce type de situation est invité à saisir immédiatement **FO Justice**.

FO Justice reste vigilant et pleinement mobilisé pour garantir :

- Le respect du cadre statutaire
- La défense des droits des agents
- La reconnaissance du travail réellement effectué

**Le respect de la loi n'est pas une option
Encore moins au ministère de la Justice !!!**

